● (1450)

RECOURS AU RÈGLEMENT

L'honorable Gildas L. Molgat (chef adjoint de l'opposition): J'invoque le Règlement, honorables sénateurs. Il y a un problème de sonorisation.

Son Honneur le Président: Excusez-moi, honorables sénateurs . . .

L'honorable C. William Doody: Pourrions-nous avoir un peu d'ordre, s'il vous plaît?

Son Honneur le Président: Honorables sénateurs, conformément à l'article 18 du Règlement, et comme la sonorisation ne fonctionne pas bien, nous devons avoir la courtoisie d'écouter le sénateur qui a la parole. Si l'on veut tenir des réunions, le Règlement stipule clairement qu'on doit les tenir à l'extérieur de la salle du Sénat. Les honorables sénateurs auraient-ils l'obligeance de respecter le Règlement?

Des voix: Bravo!

LE BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ

L'AUGMENTATION DES DÉPENSES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'honorable Louis-J. Robichaud: Je n'ai pas l'intention de poursuivre un débat sur une question dont on pourrait discuter pendant des années. Le leader du gouvernement n'a pas répondu à ma question.

Le sénateur Simard: Ce n'est pas la réponse que vous vouliez.

Le sénateur Robichaud: Honorables sénateurs, je vais reformuler ma question. Je commencerai par dire que le Sénat accomplit à mon avis un excellent travail pour le Canada dans les conditions actuelles, alors que le Conseil privé, qui nous coûte 102 millions de dollars par année, nous a plongés dans une récession et a divisé le Canada comme jamais auparavant.

Le sénateur Simard: Quelle est la question?

Le sénateur Robichaud: Le Sénat est beaucoup plus utile au Canada que le Conseil privé. Le premier ministre ne ferait-il pas mieux d'abolir le Conseil privé au lieu de songer à abolir le Sénat? Voilà ma question.

Des voix: Bravo!

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, le sénateur Robichaud est un des membres les plus anciens et les plus éminents du Conseil privé. Je suis étonné qu'il veuille abolir sa propre institution.

Le sénateur Olson: On ne nous y invite plus jamais.

Le sénateur Robichaud: Encore une fois, honorables sénateurs, cela ne répond pas à ma question.

Le sénateur Simard: Vous n'aviez pas de question; vous avez fait une affirmation.

Le sénateur Robichaud: Je demande au leader du gouvernement s'il ne vaudrait pas mieux économiser 102 millions de dollars en abolissant le Bureau du Conseil privé au lieu d'abolir le Sénat.

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, ce n'est pas une question qu'on a récemment étudiée sérieusement. Je considérerai cependant la suggestion de l'honorable sénateur comme une instance.

LE GRAND TORONTO

L'UTILISATION DES BANQUES D'ALIMENTATION BÉNÉVOLES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'honorable Jerahmiel S. Grafstein: Honorables sénateurs, je veux poser une question au leader du gouvernement au Sénat. Il y a des statistiques, des statistiques et des statistiques inacceptables qui doivent être portées à l'attention de tous les sénateurs, hommes et femmes, présents dans cette enceinte. Entres autres, dans le Grand Toronto, le nombre de . . .

Son Honneur le Président: Honorables sénateurs, nous semblons éprouver des problèmes techniques de sonorisation. Entre-temps, sénateur Grafstein, vous pourriez peut-être essayer de parler plus fort.

Le sénateur Grafstein: Je vais essayer.

Je répète mon préambule, monsieur le Président. Il y a, honorables sénateurs, des statistiques, des statistiques et des statistiques inacceptables. Il y en a une en particulier dont tous les sénateurs, hommes et femmes, devraient être au courant. Il s'agit du nombre de personnes qui, actuellement, font appel aux banques d'alimentation bénévoles à Toronto.

Ces dernières années, ce nombre est passé de quelques milliers à 120 000. Au cours des deux dernières années, les statistiques révèlent une hausse de 40 000 à 120 000. Au moins la moitié de ces 120 000 personnes sont des enfants. La grande majorité se compose de familles monoparentales dont le chef est une femme. Cela veut dire que, chaque semaine, ces gens manquent de nourriture et doivent se rendre dans les banques d'alimentation.

Le ministre a donné bien des statistiques, mais nous n'avons toujours pas répondu à la question fondamentale. Comment se fait-il que, à notre époque, nos gouvernements—aux niveaux fédéral, provincial et municipal—ne peuvent pas unir leurs efforts pour régler cette crise humaine profonde qui se manifeste dans la ville de Toronto? Quelle est la réponse non statistique à cette question fondamentale?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, la réponse non statistique . . .

RECOURS AU RÈGLEMENT

L'honorable Gildas L. Molgat: Honorables sénateurs, j'invoque le Règlement, comme je l'ai fait il y a quelques instants. Le système de sonorisation ne fonctionne pas et il n'y a donc pas d'interprétation. Le système est défectueux, et nous ne pouvons pas continuer ainsi.

Le sénateur Olson: Ajournons.

Le sénateur Lynch-Staunton: Suspendons la séance.

Son Honneur le Président: Honorables sénateurs, un technicien est en route pour venir réparer le système. Voulez-vous suspendre la séance ou préférez-vous continuer?

Le sénateur Lynch-Staunton: Suspendons la séance jusqu'à l'appel de la présidence.